

A LA NATION

Fidèle à sa ligne et à sa position en faveur du développement du pays, le COLLECTIF DU 4 DECEMBRE est préoccupé par la situation sociopolitique et économique actuelle entretenue par les protagonistes.

D'abord, il est pénible de constater que le Président de la République n'est pas à la hauteur des enjeux et se confine malheureusement dans sa position légitime d'être le Chef de l'État malgré son absence d'autorité pour gouverner. Nous lui suggérons une introspection...

Parallèlement, l'opposition radicale, traditionnelle, profite du mouvement légitime en faveur de la reddition de comptes sur l'utilisation des fonds PETROCARIBE, pour régler ses différends avec le pouvoir actuel en réclamant le départ du Président par l'utilisation de méthodes désuètes, de discours haineux et violents, et en bloquant les activités du pays. Somme toute, cette façon de procéder desservira-t-elle le pays; ou contribuera-t-elle à l'effondrer encore plus dans la précarité?

LE COLLECTIF du 4 DECEMBRE saisit l'occasion pour présenter ses sympathies aux victimes et parents de victimes des débordements émaillés de violences ces dernières semaines.

Par ailleurs, pourrait-on envisager un départ du Président de la République et maintenir des acteurs actuels au Parlement si on veut un vrai changement de système?

Aucune solution efficace et durable n'est possible sans un dialogue franc et sans une prise de conscience collective sur la nécessité d'œuvrer à la construction d'un vrai état nation.

A cela, le COLLECTIF du 4 Décembre réitère «l'appel à la nation» lancé conjointement avec plusieurs organisations de la Société citoyenne le 15 octobre 2018 et le «Cri de ralliement» qu'il a lancé le 15 novembre dernier. Ces appels prônent une ENTENTE NATIONALE sur les grands défis à relever et constitueraient la feuille de route de toute nouvelle administration, à savoir:

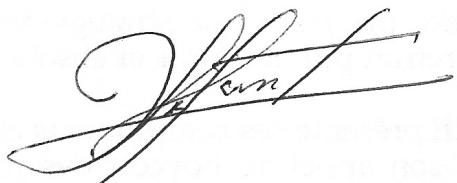
1. La mise en place d'une structure fiable amenant à la reddition des comptes PETROCARIBE et au procès subséquent;
2. La définition et mise en place:
 - d'un tout nouveau régime politique;
 - d'un nouveau système judiciaire;
 - d'un nouveau système éducatif;
 - d'un nouveau système économique;
 - d'un nouveau système de santé;
 - d'un nouveau système électoral;

- d'un système complet de sécurité nationale protégeant les vies et garantissant les biens meubles, immeubles et fonciers;
- d'un nouveau système d'identité nationale;
- et enfin d'un autre découpage territorial et Plan d'urbanisation;
- La restructuration, l'assainissement et le renforcement de toutes les institutions étatiques;
- La restauration des institutions régaliennes;
- L'élaboration et l'adoption d'une toute nouvelle constitution;

Afin de sauver notre nation des dérives actuelles qui risquent d'aboutir à sa disparition, nous invitons toutes les forces vives de la nation à nous rejoindre pour forcer ces protagonistes dont les uns restent maladivement avides de pouvoir et les autres jalousement attachés au pouvoir, à faire preuve de raison et de dépassement pour ouvrir la voie à une patrie commune, une NOUVELLE HAÏTI.

Ouvrons donc pour une HAÏTI radieuse, accueillante, prospère, conviviale, axée sur la justice et l'opportunité pour tous !

Port-au-Prince, le 24 novembre 2018



Jean Robert Argant
Coordonnateur Général